

**L'émergence de l'économie Algérienne au rythme de la crise
actuel : (Référence à l'année 2015-2016)**

*Dr. Berkani Samir **
Université de Boumerdes – Algérie

Abstract :

The major challenge of the Algeria for the coming years is to have to solve, in the very near future, the heavy constraint of external dependence and diversification of its economy, which, for now, remains highly vulnerable by compared to the fluctuation of world oil market and the rising cost of imported raw materials. Already, concerns are emerging in relation to economic forecasts for 2016 are characterized by a drop in exports, a decline in foreign exchange reserves and GDP, a fall in growth and a likely rise in unemployment

Keys Words: Algerian economy, economy's diversification, oil market, The GDP

Introduction :

1966-2016 près de 50 ans de politiques économiques et des pratiques de développement .L'Algérie qui devait vaincre le chômage des les années 1980 et atteindre le niveau de développement de l'Espagne est loin, très loin de ces objectifs que c'était fixés la stratégie adoptée depuis 1966.

L'économie Algérienne doit redémarrer, mais elle doit faire mieux que sa performance menée depuis les cinquante dernières années, axée essentiellement sur le secteur des hydrocarbures comme vecteur de soutien privilégié du développement économique.

A plus d'un titre : outre sa contribution directe à la formation du PIB (33 % du PIB) dépassant les autres secteurs de 10 points au minimum, dont le montant global a la fin de l'année 2015 était à 215.7 milliards de dollars , Avec 95 % des recettes d'exportation et 60 % des recettes de l'Etat via la fiscalité pétrolière, les

** Maitre de conférence A, Membre au Laboratoire de Recherche (la Performance des entreprise Algérienne), ALPEC, université de Boumerdes, Algérie, Mail: berksamir@yahoo.fr*

hydrocarbures demeurent fortement le principale revenue dont l'économie Algérienne dépend le plus.

Le défi majeur de L'Algérie pour les prochaines années est celui d'avoir à résoudre, Dans un avenir très proche, la contrainte lourde de la dépendance de son économie envers les hydrocarbures , qui pour l'heure, demeure fortement fragile par rapport à la fluctuation de son marché mondial (le marché des hydrocarbures) et au renchérissement des matières premières importées. Déjà, des inquiétudes se font jour, en relation avec les prévisions économiques pour l'année 2016 qui se caractérisent par une baisse des exportations, un recul des réserves de change et du PIB, une baisse de la croissance et une probable hausse du chômage.

Si cette situation préoccupante venait à perdurer, l'Etat serait contraint d'épuiser le Fonds de régulation des recettes (FRR) pour financer les subventions et les projets d'investissement et, en fin de compte, couvrir le déficit du trésor.

L'Algérie devant l'impérieuse nécessité de s'organiser pour dépendre de moins en moins de ces ressources naturelles et de plus en plus de celles du travail et de la créativité de sa population pour assurer la poursuite de son développement économique et social.

Cette nécessité appelle la mise en œuvre d'une politique déterminée qui vise à Développer la production nationale de biens et des services, la diversification des ressources, ainsi que le renforcement des institutions étatiques et en fin l'élaboration d'un projet concernant La nécessité de renouer avec une ambition industrielle réelle qui provoque son émergence tant attendue.

A travers cette recherche, nous allons essayer de répondre à plusieurs questions concernant notre thématique : qu'elles sont les freins de l'émergence de l'économie Algérienne ? Qu'elle son ses chantiers à l'horizon 2025 ? Comment le gouvernement Algérien doit t'il s'engager avec le déroulement de la crise actuelle suite a l'effondrement des prix du pétrole ?

Et pour répondre à ces questions nous avons axés notre travaille sur les quarts points suivants :

1. Une vue d'ensemble sur l'économie Algérienne
2. Pourquoi l'économie Algérienne peine toujours à décoller ?
3. Les chantiers de l'économie Algérienne à l'horizon 2025.

4. La crise économique actuel et est ce que l'Algérie est prête pour le choc à venir ?

1. L'économie Algérienne : une vue d'ensemble :

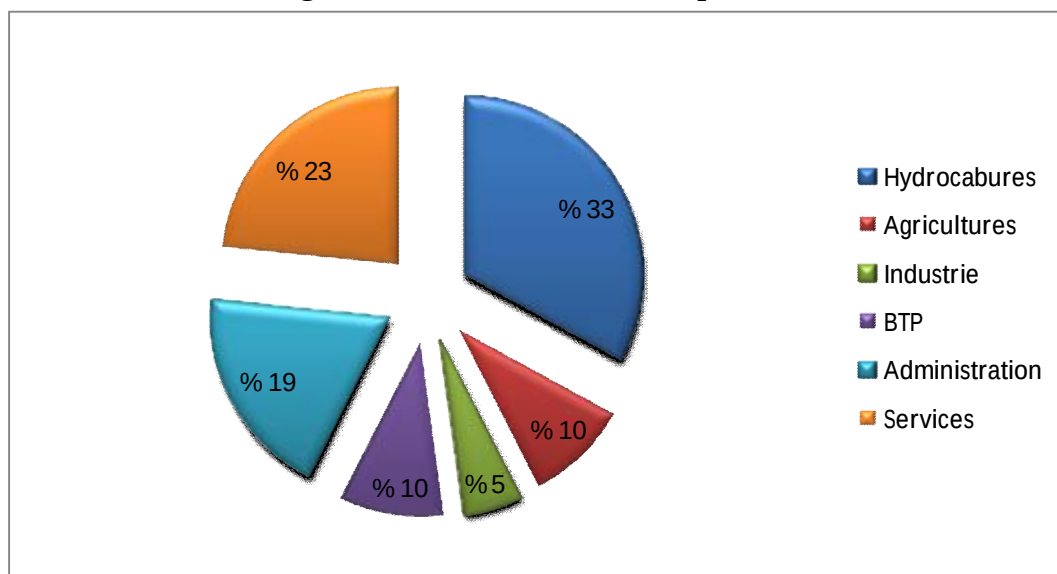
L'Algérie dont la capitale est « Alger » est un pays à la croisière de deux monde, oriental d'un côté du fait de son appartenance à l'héritage Arabo-musulman et occidental du point de vue de son positionnement géographique de l'autre. L'Algérie compte une population estimée à 40.4 Millions de personnes (33^{ème} du Monde) en janvier 2016, répartie sur une superficie de 2.381.741 km²*, est le premier pays d'Afrique en matière de superficie, et le dixième du monde, avec 1600 km de littoral sur la mer méditerranéenne qui constitue la frontière naturelle nord du pays. A l'Est le pays est limité par la Tunisie, au Sud Est par la Libye, à l'ouest par le Maroc et par la république du Sahara occidentale « dite le Polisario » et au sud par la Mauritanie, le Mali et le Niger.

L'Algérie est un important producteur et exportateur de gaz naturel (5^{ème} producteur et 4^{ème} exportateur du Monde) et de pétrole (13^{ème} producteur et 9^{ème} exportateur du Monde), et dispose aussi de réserves importantes de fer au Sud- Ouest, ainsi que de l'or, de l'uranium et du zinc à l'extrême Sud. Le pétrole et le gaz naturel, exploités par la société nationale Sonatrach, constituent les principaux sources de revenus.

L'économie Algérienne demeure dépendante des Hydrocarbures à plus d'un titre : outre sa contribution directe à la formation du PIB dont le montant global à la fin de 2015 était à 215.7 milliards de dollars (figure 1). Ainsi que Les Hydrocarbures représente 33% du Produit Intérieur Brut (PIB) et 95 % des recettes d'exportation et 60 % des recettes de l'Etat via la fiscalité pétrolière.

* : dont 3% de terres cultivables et 85% de désert

Figure 1 : La structure du PIB par Secteur



Source : <http://www.mincommerce.gov.dz/>

La représentation graphique n'est qu'une signification de la nature de l'économie Algérienne, La contribution du secteur des Hydrocarbures dans Le PIB est de 33 % suivi du secteur des services avec 23% , l'Administration avec 19% , et des secteurs de L'Agriculture et de BTH avec 10 % et 5% pour le secteur de l'Industrie .

Le taux de croissance de l'économie algérienne, qui s'était établi à 2,8% en 2013, a enregistré une hausse sensible en 2014, à 4%, et malheureusement en 2015 le taux de croissance économique a fléchi une nouvelle fois à 2.8% (voir le tableau 1) , sous l'effet principalement de la contreperformance du secteur des hydrocarbures (et des exportations) et de la perte de vitesse du secteur non pétrolier.

Tableau 1 : Les Indicateurs Clés de L'économie Algérienne

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*
PIB (Mds USD, à prix courant)	137.2	161.8	199.2	208	209	211	208	217
PIB HH (Mds USD)	93.6	105.8	118.8	137	146.5	156.9	165.5	173.8
PIB /Habitants USD)	3886	4481	5428	5442	5508	5546	5273	5405
Taux de croissance	2.4	3.3	2.8	3.3	2.8	4	2.8	3.9

du PIB (à Prix Constants) %								
Taux de croissance du PIB HH (à Prix Constants) %	9.3	6.4	6.1	7.1	5.5	5	4.9	4.7
Taux D'inflation	5.8	3.9	4.5	8.9	3.3	2.9	4	4
Soldes Budgétaire	-7.5	-0.6	-0.9	-10.4	-3.1	-14.8	-19.7	-18.8

Source : http://www.bank-of-algeria.dz/html/notes_fr.htm

A travers ces indicateurs on peut constater que l'équilibre générale de notre économie est maintenu jusqu'à présent malgré la chute libre du prix du pétrole, L'économie Algérienne peut résister à court terme grâce à ses réserves de changes estimées à 152.7 Milliard USD, selon les données de la banque d'Algérie, elle s'élevait à 178.94 milliards USD à la fin décembre 2014. En neuf mois, elles ont fondu de près de 27 milliards USD, soit 15% au rythme actuel, elles représentent un peu plus deux années d'importations.

2. Pourquoi l'économie Algérienne peine-t-elle à décoller ?

Pourquoi l'économie Algérienne peine-t-elle malgré des ressources humaines, naturelles et financières amplement suffisantes ? Le modèle économique dominant (néoclassique) explique que la croissance est en fonction du capital, de la main-d'œuvre et de la productivité globale de ces facteurs. Cette explication fonctionne en économie développée où ces trois variables sont réunies positivement.

Dans l'économie Algérienne, Les variables : capital, travail et leur productivité sont certes, ici aussi des conditions nécessaires à la croissance, mais elles ne sont pas corrélées positivement et elles ne sont pas suffisantes. Les débats pour savoir qu'elle était la meilleure politique économique à mettre en œuvre. Les analystes et spécialistes de l'histoire économique ont en effet mis la lumière qu'ici, la croissance économique dépend fortement de la mise en place d'institutions qui fournissent des stimulants encourageant la productivité des facteurs : capital et travail. On doit le développement de l'économie institutionnelle et de l'école institutionnaliste à l'économiste américain, prix Nobel en 1993, Douglas North.

Pour Douglas North, Les institutions sont les lois, les règles, normes et croyances qui régissent une société. Les institutions sont

les règles du jeu , c'est-à-dire les règles officielles et les normes non officielles qui régissent le fonctionnement d'une société ainsi que leur mise en applications .Les institutions définissent « la manière dont le jeu se joue » .

Les plus importantes de ces Institutions sont :

- 1) Le droit de propriété bien défini et spécifié qui fournit les stimulants à la productivité .Aussi bien les fournisseurs de capital que ceux de main-d'œuvre doivent être correctement récompensés et leurs droits de propriété protégés.
- 2) Un système légal et juridique d'exécution des contrats et accords. Et Douglas North souligne : « S'il n'ya pas un système politique qui encourage la mise en place des droits de propriété efficaces et un système juridique impartial , on n'arrivera nulle part . »

Les pays du sud – et bien évidemment l'Algérie – ont besoin prioritairement de réformer leurs institutions .De telles réformes s'inscrivent toutes dans les efforts de construction de l'Etat de droit qui est l'antithèse de l'anarchie , de la domination des hommes ,de l'abus de pouvoir, de la corruption , du châtement arbitraire .Ainsi la croissance économique à besoin de capital , de travail et de productivité et elle a surtout besoin de la construction de l'Etat de droit et donc réforme des institutions , c'est-à-dire de réformes des « règles du jeu ». La croissance économique à besoin de la bonne gouvernance, et la bonne gouvernance c'est celle qui fonctionne sur la base des principes de transparence, de responsabilisation, de responsabilité et d'équité. Si nous revenons à notre question de départ : la réponse apparait clairement.

3. Les quatre chantiers de l'Economie Algérienne (l'Algérie à l'horizon de 2025) :

Qui peut constater que l'économie Algérienne est toujours en attente d'un projet qui puisse la sortir des politiques conjoncturelles contra ou pro cycliques, certes nécessaires pour réparer des « pannes » mais, bien entendu, totalement insuffisantes pour remettre l'économie sur un levier de croissance robuste et durable

L'économie Algérienne à besoin de politiques structurelles adossées à une ambition clairement affichée.

La construction du projet économique pour l'Algérie exige l'ouverture de quatre chantiers pivots à partir desquels tous les autres secteurs sont interpellés.

1. Le premier chantier est celui des Hydrocarbures : il est temps que l'on puisse définir la place et le statut des hydrocarbures dans l'économie .deux objectifs qu'il faut rendre compatibles sont à poursuivre :
 - Déterminer la place du curseur de la production et d'exportations des hydrocarbures.
 - Définir les besoins énergétiques sur le long terme et en déduire une politique de préservation de l'énergie fossile et de développement des énergies renouvelables.
2. Le Second Chantier concerne l'élaboration d'un projet concernant La nécessité de renouer avec une ambition industrielle : quelle stratégie industrielle mettre en œuvre en sachant qu'elle devra se réaliser dans un contexte différent de celui des années 1970. Mondialisation libérale, ouverture et compétitivité tracent aujourd'hui le cadre contraignant dans lequel nous devons penser notre nouvelle contrainte nationale et mondiale ?
3. Le troisième chantier concerne le déficit de la sécurité Agroalimentaire : quelle politique agricole développer pour améliorer la production Agroalimentaire nationale ou au moins améliorer l'équilibre de la balance agricole du pays ? Comment mettre en œuvre la révolution agricole que notre pays attend toujours ? des questions qui nécessitent une réflexion profonde des autorités concernés sur le sort de ce secteur.
4. Le quatrième chantier : pensée sérieusement à l'après pétrole : Les économies développées qui mènent le processus de mondialisation sont aujourd'hui sur une nouveau paradigme de croissance : l'économie fondée sur la connaissance. car La compétitivité , la performance économique reposent de plus en plus sur la connaissance , le savoir , le savoir-faire et non pas seulement sur la capital et la travail .L'immatériel est aujourd'hui un facteur de production stratégique .L'Algérie doit faire sien ce nouveau paradigme .Système éducatif et de formation , technologies de l'information et de la communication , innovation et recherche , climat des affaires « **The Doing Business** » : c'est là que se jouent nos chances d'intégrer par le haut la mondialisation de l'économie et de tirer profit de la densification des échanges économiques internationaux .

4. La crise économique actuel : l'Algérie est-elle prête pour le choc à venir ?

L'effondrement du prix du baril, sa «chute drastique et continue» comme disent les experts de la Banque d'Algérie, se poursuit, semaine après semaine, sous le regard incrédule non seulement des Algériens, mais même celui des observateurs du monde entier. Pour l'instant, la chute du baril n'a pas encore impacté sérieusement la vie quotidienne des Algériens par exemple pour Le Venezuela, son gouvernement, a décrété, dernièrement l'état d'"urgence économique" pour 60 jours. Parmi les mesures annoncées, figurent la limitation des importations et de l'exportation de la devise locale ainsi que la réquisition par le gouvernement des moyens des entreprises privées (transport, distribution) pour "garantir l'accès" aux aliments, médicaments et biens de première nécessité. La Banque centrale du Venezuela a annoncé, le même jour, que le pays avait enregistré, entre janvier et septembre 2015, une inflation de 108 %, la plus élevée du monde, et une contraction du PIB de 4,5% pour la même période. Dans ce pays qui dispose d'immenses ressources d'hydrocarbures, les pénuries sont généralisées et le Venezuela est devenu le troisième pays dans le monde à pratiquer le rationnement, avec Cuba et la Corée du Nord. En Algérie, on n'en est pas encore là.

Ø En Algérie, heureusement, il y a les réserves :

Si on doit imaginer l'Algérie avec un baril au dessous de 30 dollars, et sans aucune réserve financière à l'image du Venezuela. On serait exactement dans la même situation que la population de Caracas qui fait la chaîne devant tous les magasins et n'est autorisé à s'y rendre qu'un jour sur deux. Il faut donc au moins rendre cette justice à nos gouvernants; notre pays a constitué des réserves financières importantes qui lui permettent actuellement d'amortir le «violent choc externe» de l'effondrement des prix pétroliers. Il a eu également la bonne idée de rembourser sa dette extérieure par anticipation en 2005. C'est autant de moins à payer aujourd'hui. Mais la question qui se pose immédiatement est de savoir combien de temps ces réserves nous permettront de «tenir» sans faire les efforts d'ajustement nécessaires ? C'est là qu'interviennent, non seulement les chiffres «inquiétants», mais surtout les avertissements de la Banque d'Algérie.

Ø La chute du baril accélère les scénarios :

L'épuisement progressif des réserves financières de l'Algérie est un phénomène annoncé depuis de nombreuses années par beaucoup d'économistes algériens. La nouveauté des derniers mois, c'est que la chute vertigineuse du baril accélère tous les scénarios et prend de court les prévisions les plus pessimistes. L'Etat Algérien table sur le prix de 45 dollars comme base d'élaboration de la loi des finances 2016, Ainsi que sur des dépenses budgétaires de 75 milliards de dollars, La même loi prévoit également des recettes budgétaires totales de près de 45 milliards de dollars (sur la base d'un baril à 37 dollars) .Il manque donc 30 milliards de dollars , c'est le montant du déficit budgétaire .

Ø Des réserves financières, oui mais pour combien de temps ?

Dans les chiffres qu'elle a publié, la Banque centrale annonce ainsi globalement que la situation financière est plus grave que prévue voici encore quelques mois, c'est-à-dire au moment de l'élaboration de la loi de finance 2016. Deux exemples principaux: d'abord les réserves de change, qui doivent «garantir» nos importations au cours des prochaines années, ont perdu près de 32 milliards de dollars en un an. Leur montant qui était prévu à 151 milliards de dollars à la fin de l'année 2015, ne dépassera vraisemblablement pas 145 milliards fin 2015, soit l'équivalent d'un peu plus de 20 mois d'importations. Ensuite, les ressources du Fonds de régulation des recettes budgétaires (FRR), qui financent depuis déjà deux ans le déficit considérable du budget de l'Etat (12% du PIB en 2016), ont fondu de moitié au cours de l'année écoulée. Elles risquent un épuisement précoce et pourraient même disparaître complètement dès 2017.

Ø Des mesures de sauvetage...

Les premières mesures de sauvetage correspondant à cette nouvelle situation d'urgence viennent d'être annoncées par le gouvernement :

- Il s'agit de la limitation des importations de plusieurs produits pesant lourdement sur la facture des importations, Les autorités algériennes n'y ont pas été de main morte. Les importations de véhicules, par exemple, seront divisées par deux en 2016. Les quotas annoncés en début de l'année 2016 pour le ciment et l'acier correspondent également à un contingentement sévère, mais qui fait

malheureusement planer le risque de la réapparition de pénuries et de phénomènes de marché noir pour ce type de produits.

- Le lancement d'un grand emprunt obligataire national rémunéré au taux de 5%, sera destiné à financer le déficit budgétaire, du même sort que l'Arabie Saoudite a eu recours à ce genre de financement des juin 2015. Selon certain économistes l'Algérie a pris du retard pour une lancer l'opération d'un grand emprunt national de solidarité. sachant que ces ressources collectées par l'emprunt obligataire ne devraient en aucun cas servir au budget de fonctionnement, mais plutôt être consacrées au financement des programmes d'investissements publics.
- L'orientation du citoyen vers la consommation du produit algérien, relève, du principe du «patriotisme économique» selon la déclaration du ministre du commerce Algérien. C'est vrais que le citoyen algérien doit avoir conscience qu'en privilégiant le label algérien, il ouvre des perspectives de développement à la production nationale et à l'investissement , mais il ne faut pas oublier que le consommateur a ses exigences, légitimes au demeurant, en matière de disponibilité, de diversité et de rapport qualité/prix.

Conclusion :

La jeunesse Algérienne d'aujourd'hui vit de grandes angoisses et d'intenses questionnements concernant son avenir et celui du développement économique son pays mère qui devra apporter un meilleur niveau de vie et de prospérité.

L'économie Algérienne doit redémarrer, mais elle doit faire mieux que sa performance menée depuis les cinquante dernières années, axée essentiellement sur le secteur des hydrocarbures comme vecteur de soutien privilégié du développement et se diriger vers Un nouveau modèle de croissance -Vers une vraie Economie diversifiée - , qui nécessite un vrai remaniement dans les choix stratégiques et structurel de l'économie Algérienne .Mais il faut tout d'abord commencer prioritairement par :

- La croissance économique à besoin d'une bonne gouvernance, et la bonne gouvernance c'est celle qui fonctionne sur la base des principes de transparence, de responsabilisation, de responsabilité et d'équité et cela nécessite la réforme des institutions , c'est-à-dire les réformes des « règles du jeu » et construction de l'Etat de droit qui est synonyme de l'antithèse de l'anarchie .

- Développer une politique industrielle basée sur une approche nouvelle et transparente, qui s'appuie sur un ensemble d'interventions gérées par une seule Agence du Développement Industriel et de la Compétitivité. celle-ci englobera toutes les institutions existantes. Cette stratégie industrielle soutiendra les secteurs émergents, notamment dans les domaines où l'Algérie dispose d'avantages comparatifs ou de base industrielle valorisable ; les secteurs pourvoyeurs d'emplois, ainsi que les entreprises innovantes.
- améliorer la production Agroalimentaire nationale ou au moins améliorer l'équilibre de la balance agricole du pays pour assurer une meilleure sécurité Agroalimentaire.
- Construire une économie fondée sur la connaissance, la compétitivité, la performance, le savoir, le savoir-faire et non pas seulement sur la capital et le travail .L'immatériel est devenu aujourd'hui un facteur de production stratégique et de compétitivité.
- L'Algérie doit reformer son système éducatif et celui de la formation, pour améliorer le savoir il faut tout d'abord améliorer la qualité des centres de savoir qui sont les universités et les centres de recherche scientifiques.
- Investissement dans les technologies de l'information et de la communication, ainsi que encourager l'activité de l'innovation et de recherche et développement peut redonner de l'air à notre économie.
- Amélioration du climat des affaires « **The Doing Business** » qui est une priorité si l'on veut que des investissements étrangers atterrissent dans notre sphère économique ainsi que l'attractivité de notre économie.

Références bibliographiques

1. **Douglas North**, Institutions ,Institutional Change and Economics_Performance , Cambridge University Press Editions ,1990
2. **Abdelhak Lamiri** , Crise de l'économie Algérienne , Les presse d'Alger Editions ,Alger ,2007
3. **Mustapha Mekideche**, l'Economie Algérienne a la croisee des chemins, Editions Dahleb , Alger ,2008 .
4. **Abadli Riad** , Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance, thèse de Doctorat en sciences économiques, université Paris 8, juin 2011.
5. **Kaci Ali**, la problématique de financement de l'économie Algérienne , Magister en sciences Economiques ,Université Abderrahmane Mira de Bejaia , 2013
6. **Seddik Fadila** ,l'économie Algérienne :économie d'endettement ou économie de marché financier ? , Magister en sciences Economiques ,Université Mouloud Maameri de Tizi Ouzou , 2012
7. **Y. Benabdallah** ,L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? , revue du CREAD n° 75 ,second semestre 2006.
8. **Hervé Lohoues , Tarik Benbahmed** , Algérie 2015 : Perspectives économique en Afrique ,rapport annuel ,OCDE ,2015.
9. Tendances monétaire et financière au cours des neuf premiers mois de 2015, sous l'effet du choc externe, Le rapport de la banque d'Algérie 2015.
10. **Khalifa Tounakti** ,Renforcement des potentiels de l'économie Algérienne à travers la diversification et l'intégration régionales des exportations ,conférence National sur le commerce extérieur , Alger 30-31 Mars 2015 .

Web graphie :

1. <http://www.mapsofworld.com/algeria>
2. <http://www.mincommerce.gov.dz/>
3. http://www.bank-of-algeria.dz/html/notes_fr.htm
4. <http://www.tsa-algerie.com>
5. <http://www.elwatan.com/>